

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Venezuela : l'UE
sanctionne 7 personnes occupant
des fonctions officielles -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 22 janvier 2018)**

La situation au Venezuela ne cessant de se dégrader, le Conseil a décidé d'instaurer des mesures restrictives à l'encontre de 7 personnes occupant des fonctions officielles, avec effet immédiat. Ces personnes sont impliquées dans le non-respect des principes démocratiques ou de l'Etat de droit et les violations des droits de l'Homme. Les mesures en question comprennent une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et un gel des avoirs.

La décision de ce jour a été adoptée du fait que la situation politique, sociale et économique au Venezuela continue de se dégrader et que les négociations entre le gouvernement et l'opposition n'ont pas encore donné de résultats concrets. Cette décision traduit l'inquiétude que l'état actuel de la situation inspire au Conseil.

Les mesures restrictives visent à contribuer à la recherche de solutions communes démocratiques susceptibles d'assurer la stabilité politique du pays et de lui permettre de répondre aux besoins pressants de la population.

Comme indiqué dans les conclusions du Conseil du 13 novembre 2017, seuls un dialogue constructif et la négociation peuvent, de manière durable, permettre de résoudre la crise actuelle et de répondre aux besoins pressants de la population vénézuélienne. Dans ces conclusions, le Conseil souligne que l'UE soutient sans réserve la tenue, entre tous les acteurs concernés, de négociations crédibles permettant d'apporter des solutions communes aux défis multiples que le pays doit relever.

Il y insiste également sur le fait que les mesures restrictives peuvent être annulées en fonction de l'évolution de la situation dans le pays, en particulier la conduite de négociations crédibles et constructives, le respect des institutions démocratiques, l'adoption d'un calendrier électoral complet et la libération de tous les prisonniers politiques. Le Conseil rappelle par ailleurs qu'il s'agit de mesures ciblées conçues de manière à ne pas nuire à la population vénézuélienne, dont l'UE souhaite atténuer les souffrances.

Le 13 novembre 2017, le Conseil a adopté un embargo sur les armes et les équipements destinés à des fins de répression interne et une décision-cadre concernant des mesures restrictives ciblées sans inscrire de personnes ou d'entités sur la liste./.